



HAL
open science

**L'enseignement secondaire postcolonial au Sénégal :
enjeux politiques et sociaux. L'exemple du lycée
Djinabo de Ziguinchor (1960/1980)**

Céline Labrune-Badiane

► **To cite this version:**

Céline Labrune-Badiane. L'enseignement secondaire postcolonial au Sénégal : enjeux politiques et sociaux. L'exemple du lycée Djinabo de Ziguinchor (1960/1980). Cahiers Afrique, 2012, 27. halshs-01347335

HAL Id: halshs-01347335

<https://shs.hal.science/halshs-01347335>

Submitted on 20 Jul 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**L'enseignement secondaire postcolonial au Sénégal :
enjeux politiques et sociaux.
L'exemple du lycée Djinabo de Ziguinchor (1960/1980)**

Céline LABRUNE-BADIANE*

Lorsque le Sénégal accède à l'indépendance, le pays dispose du dispositif scolaire le plus développé et le taux de scolarisation le plus élevé (27 %) des anciennes colonies françaises d'Afrique de l'Ouest. Un quart des élèves sénégalais est scolarisé dans le sud du Sénégal, en Casamance, alors que les Casamançais représentent 16 % de la population totale¹. Outre les Quatre Communes, c'est en effet en Casamance que l'offre scolaire publique et privée fut la plus développée² et le taux de scolarisation le plus élevé à l'époque coloniale³. Pour des raisons d'ordre politique, au lendemain de la Première Guerre mondiale, l'État colonial a en effet soutenu la scolarisation en ouvrant des écoles afin de consolider son influence dans cette région réputée difficile à « pacifier » et à administrer. L'école jouait ainsi un rôle fondamental dans la colonisation en transmettant la langue et les valeurs du colonisateur. L'Église, soucieuse de s'implanter en profondeur dans la région la moins islamisée du Sénégal, participa à cet effort. Au cours des années trente et surtout après la Seconde Guerre mondiale, les populations casamançaises ont largement investi l'école, voie privilégiée d'ascension sociale et d'accès à la fonction publique⁴. Seul un établissement d'enseignement secondaire fut néanmoins créé au cours de cette période : le cours complémentaire de Sédhiou en 1947 qui fut transféré à Ziguinchor en

* Chercheur en histoire, Laboratoire SEDET de l'Université Paris VII et AIHP Géode de l'Université des Antilles et de la Guyane.

¹ C. LABRUNE-BADIANE, *Processus de scolarisation en Casamance : rythmes et logiques (1860-1960)*, Thèse de doctorat, Université Paris VII, 2008.

² Entre 1945 et 1959, le nombre d'écoles publiques et privées fut ainsi multiplié par trois. En 1945, une trentaine d'écoles fonctionnaient en Casamance. En 1959, 120 écoles publiques et environ 30 écoles privées fonctionnent.

³ Pour un bilan de la scolarisation à l'époque coloniale en Casamance, voir C. LABRUNE-BADIANE, *op. cit.*.

⁴ V. FOUCHER, « Les "évolués", la migration, l'école : pour une nouvelle interprétation de la naissance de l'identité politique casamançaise », in M.C. DIOP, (dir), *Le Sénégal contemporain*, Paris, Karthala, 2002.

1951. L'ascension sociale était donc possible quoique limitée. Comme l'a montré Denise Bouche, l'école coloniale était éminemment élitiste⁵.

Au cours des années 1960 et 1970, l'État sénégalais s'efforce de « démocratiser » l'accès à l'enseignement primaire et surtout au secondaire⁶ et au supérieur. Parallèlement, la demande sociale d'école, jusqu'alors bridée par l'administration coloniale et par la fonction même de l'école coloniale souvent assimilée à une corvée⁷, explosa. En Casamance, l'élan exceptionnel vers l'école que l'on a souligné précédemment fut renforcé. La participation des populations est telle qu'il est parfois difficile pour l'État de soutenir leurs efforts : « l'éducation est en Casamance une sur-priorité perçue aussi par les populations qui contribuent à multiplier des infrastructures scolaires. On assiste même à une prolifération anarchique symbolisée par l'existence de 201 classes sans abris provisoires »⁸. Au niveau de l'enseignement secondaire par contre, les possibilités pour les élèves d'y accéder sont en revanche réduites : l'unique lycée se trouve à Ziguinchor.

Dans ce contexte, les infrastructures primaires et secondaires furent ainsi rapidement insuffisantes. Pour les populations, l'école devait avant tout assumer son rôle de promotion sociale, rôle qu'elle assure relativement bien au cours des années 1960 dans le contexte de l'africanisation des cadres. À partir des années 1970, la crise économique et les difficultés budgétaires de l'État mirent progressivement à mal le contrat social passé entre les populations et l'État. L'incapacité de l'État à réformer le système scolaire hérité de la période coloniale et la crise économique engendrèrent de nombreux blocages : impossibilité de répondre à la forte demande scolaire, reproduction des disparités régionales et sexuelles, affaiblissement du rôle d'ascenseur social de l'école et parallèlement inadéquation entre formation et débouchés. La situation scolaire en Casamance recouvre des réalités communes à l'ensemble du Sénégal, cependant le manque d'infrastructures y est d'autant plus criant – un seul lycée pour l'ensemble de la région – que la demande sociale d'école est forte. Face à l'incapacité de l'État, à partir de

⁵ Bouche, Denise, *L'enseignement dans les territoires français d'Afrique occidentale de 1817 à 1920. Mission civilisatrice ou formation d'une élite ?* Thèse de l'Université Paris I, Lille, Atelier de reproduction des thèses de l'Université de Lille III, 1975, 2 tomes, 947 p.

⁶ Les effectifs de l'enseignement secondaire général sont multipliés par trois entre 1960 et 1968. Voir V. CAMPION-VINCENT, « Système d'enseignement et mobilité sociale au Sénégal », *Revue française de sociologie*, XI, 1970, p. 164-178.

⁷ Dans l'ensemble de l'AOF, après la Seconde Guerre mondiale, l'instauration de l'Union française, l'abolition du Code de l'indigénat et du travail forcé entraînèrent une véritable épidémie de désertion scolaire selon J. Capelle. Capelle J., *L'éducation en Afrique noire à la veille des indépendances*, Karthala-ACCT, Paris, 1990, 326p.

. Ce fut également le cas en Casamance, particulièrement dans le canton des Djougouttes administré par Arfang Sonko qui recrutait de manière très autoritaire les élèves. « L'épidémie » fut néanmoins de courte durée puisqu'en Casamance comme dans le reste du Sénégal et en AOF, les taux de scolarisation grimperont significativement.

⁸ Archives nationales du Sénégal (ANS), *Le Soleil*, 11/12 février 1978.

1968, des mouvements de contestations ont émergé des milieux enseignants, étudiants et lycéens qui cherchent à provoquer le débat sur l'école et participer à la réflexion. Malgré leur faible marge de manœuvre à l'époque coloniale et postcoloniale, les populations ont ainsi toujours été actrices du processus d'institution de l'école au sein de la société sénégalaise.

À la fin des années 1970, dans un contexte social, politique et économique tendu, la question scolaire, en tant que question sociale, prend ainsi rapidement une tournure politique et déstabilise le régime en place au Sénégal comme ce fut également le cas dans d'autres pays africains⁹. En Casamance, la grève du lycée Djinabo de Ziguinchor en janvier 1980 provoque en partie la remise en cause de l'appartenance des Casamançais au Sénégal. Les aspects politiques, les liens entre la grève et l'émergence d'une culture politique indépendantiste ont largement été étudiés¹⁰) ainsi que les aspects syndicaux¹¹.

Notre article tente de montrer la manière dont cette « crise » révèle avant tout les dysfonctionnements de l'enseignement secondaire sénégalais, et plus largement de l'école sénégalaise, et le fossé que la question scolaire creuse entre l'État et la société, et plus particulièrement les populations casamançaises. C'est donc la combinaison de facteurs scolaires, politiques, syndicaux, idéologiques et sociaux et leur articulation aux niveaux local (le lycée), régional et national qui explique la spécificité et l'ampleur de cette grève que nous allons tenter d'identifier. C'est en outre à partir du regard des acteurs que nous analyserons la grève : agents de l'administration scolaire, enseignants, élèves et parents en utilisant les archives du lycée et les sources orales.

⁹ À titre d'exemples voir, pour Madagascar, A.-M. GOGUEL, *Aux origines du mai malgache, désir d'école et compétition sociale, 1951-1972*, Paris, Karthala, 2006 ; pour l'Afrique du Sud, voir G. CLIVER, « We must infiltrate the Tsotsis' : School Politics and Youth Gangs in Soweto », *Journal of Southern African Studies*, vol. 24, n° 2, juin 1998, p. 301-322 ; pour le Burkina-Faso, S. BAUX, *Les familles lobi et l'école, entre rejets mutuels et lentes acceptations. Socio-anthropologie du système scolaire et des pratiques familiales de scolarisation au Burkina-Faso*, thèse de l'EHESS, 2007, 2 tomes. Pour le Sénégal et le Burkina-Faso, P. BIANCHINI, *Crises de la scolarisation, mouvements sociaux et réformes des systèmes d'enseignement en Afrique noire : le cas du Sénégal et du Burkina Faso*, Thèse de 3^e cycle de sociologie, Université PARIS VII, 1997, 2 tomes.

¹⁰ S. AWENENGO D'ALBERTO, *Les Joola, la Casamance et l'État (1890-2004) : L'identisation joola au Sénégal*, thèse de doctorat, Paris VII, 2005 ; FOUCHER, *art. cit.* ; O. FAYE, « La crise casamançaise et les relations du Sénégal avec la Gambie et la Guinée Bissau (1980-1992) », in M.-C. DIOP, (dir.), *Le Sénégal et ses voisins*, Dakar, Société Espace Temps, 1994, p. 189-212.

¹¹ BIANCHINI, *op. cit.*

L'impossible gestion de l'explosion de l'enseignement secondaire ?

Après l'indépendance du Sénégal, les effectifs de l'enseignement primaire, et mécaniquement ceux du secondaire, croissent rapidement. La sélection entre les cycles est moins rude et de plus en plus nombreux sont désormais les enfants qui réussissent à l'examen d'entrée en 6^e et qui accèdent au collège puis au lycée. En Casamance, le nombre d'établissements d'enseignement secondaire général pouvant accueillir ces nouveaux élèves est largement insuffisant : les Collèges d'enseignement général (CEG) de Bignona, de Sedhiou, de Kolda et de Velingara et les écoles privées catholiques d'Oussouye et de Djifangor¹². À Ziguinchor, pour l'enseignement public, il existe un collège, un cours normal, deux cours complémentaires¹³ et un lycée (depuis 1961). Pour l'enseignement privé, on trouve un établissement à cycle court, l'institution Saint-Louis, le cours normal Saint-Louis et, à partir de 1970, le lycée de Saint-Charles Luanga. Ces établissements devaient accueillir l'ensemble des élèves de Casamance qui poursuivaient leurs études après l'école primaire et furent de fait vite engorgés : le lycée de Ziguinchor est ainsi le seul public lycée d'enseignement secondaire général préparant au baccalauréat. Ses effectifs sont multipliés par près de trois en dix ans.

Tableau 1 : Nombre d'élèves au lycée Djinabo de 1968/69 à 1980/81

Années scolaires	Nombre d'élèves
1968/1969	1 053
1969/1970	1 459
1970/1971	1 597
1971/1972	1 754
1972/1973	2 358
1973/1974	2 556
1974/1975	2 438
1975/1976	2 542
1976/1977	2 593
1977/1978	2 775
1978/1979	2 895
1979/1980	2 569
1980/1981	2 729

Source : Archives du Lycée Djinabo (ALD), Registres noirs.

Nombreux sont les enfants qui faute de place ne peuvent y être accueillis. L'État sénégalais n'a pas les moyens d'assurer la scolarité pour

¹² MANGA & SY, *Monographie de Ziguinchor, enquêtes préalables à l'établissement du plan directeur de Ziguinchor*, Dakar, ENEA, 1967, p. 21.

¹³ ANS, Rapport d'activité du ministère de l'éducation, 1960.

l'ensemble des enfants au niveau de l'enseignement primaire et surtout au niveau du secondaire : la sélection des élèves est ainsi inévitable, elle sera d'abord géographique, puis sociale et enfin sexuelle. La faible capacité d'accueil de l'internat et sa non-mixité¹⁴ sont discriminants aussi bien pour les ruraux que pour les filles et *a fortiori* pour celles venant du milieu rural. Pour ceux qui n'obtiennent pas de place à l'internat (175 places) et/ou de bourse, les parents ont à assurer le transport, le logement et l'entretien de leurs enfants chez un tuteur en ville. Ce sont donc avant tout les enfants résidant en ville, et plus particulièrement dans certains quartiers, qui ont le plus de chance de poursuivre leurs études au lycée. Selon Trincaz, « les chances de parvenir à l'enseignement secondaire pour un enfant de Colobane et pour un jeune de l'Escale sont loin d'être les mêmes »¹⁵. D'autre part, un tiers des élèves viennent très logiquement du département de Bignona, le plus scolarisé de Casamance, voire à certains moments du Sénégal. Les enfants des villages éloignés des chefs-lieux de département où se trouvent les CEG ainsi que de manière plus générale, les enfants originaires des départements de Casamance (Sédhiou et Kolda) éloignés de Ziguinchor ont donc peu de chances d'accéder au second cycle de l'enseignement secondaire. Ceux qui souhaitent obstinément poursuivre leurs études n'ont ainsi que la possibilité de partir au nord du Sénégal, à Saint-Louis ou à Dakar.

Quant aux filles – dont la scolarisation ne fut une priorité ni à l'époque coloniale ni dans les années qui suivirent l'indépendance¹⁶ –, pour l'année scolaire 1969-1970¹⁷, elles ne constituent que 10,4 %¹⁸ des effectifs au lycée Djinabo, taux extrêmement bas comparativement à la moyenne nationale deux fois plus élevée (22,6 %). En dix ans, la situation a d'ailleurs très peu évolué puisqu'en 1980-1981, le pourcentage de filles est de 11,8 %.

Le maintien des structures scolaires héritées de la colonisation, et la volonté de scolariser un maximum d'élèves pose le problème du coût de la scolarisation de plus en plus difficile à assumer par l'État sénégalais. Le

¹⁴ Seuls les garçons sont accueillis.

¹⁵ P.-X. TRINCAZ, *Colonisation et régionalisme, Ziguinchor en Casamance*, Paris, éd. de l'Orstom, 1984, p. 203. La ville de Ziguinchor, à l'époque coloniale portugaise et française, fut en effet organisée autour de l'escale, où résidait l'élite sociale et politique. Dans les quartiers périphériques résidait majoritairement une population rurale. La structure de la ville, comme la plupart des villes coloniales, reflète et reproduit ainsi les inégalités sociales.

¹⁶ Sur la scolarisation des filles à l'époque coloniale, P. BARTHELEMY, Femmes, africaines et diplômées : Une élite auxiliaire à l'époque coloniale. Sages femmes et institutrices en A.O.F. (1918-1957), thèse, Université Paris 7, 2004, 3 volumes. Sur la période postcoloniale, M.-F. LANGE, (dir.), *L'école et les filles en Afrique, Scolarisation sous condition*, Paris, Karthala, 1998, p. 97-120.

¹⁷ ANS, Statistiques du ministère de l'Éducation nationale du Sénégal, 1969/70.

¹⁸ Notons cependant que les filles représentent 26 % des effectifs au lycée Charles Luanga, établissement privé catholique.

budget du lycée de Ziguinchor n'augmente ainsi pas proportionnellement aux effectifs. D'autre part, il y a une distorsion entre les effectifs réels d'élèves et celui pris en compte pour le calcul du budget par le ministère : pour l'année 1973-1974, le ministère de l'Éducation nationale (MEN) calcule le budget à attribuer au lycée Djinabo sur la base d'un effectif de 1 605 élèves alors que d'après les registres du lycée, 2 556 sont inscrits.

Enfin, l'éloignement de Ziguinchor à Dakar n'est pas pris en compte alors qu'il engendre des frais supplémentaires (coût supplémentaires d'acheminement des fournitures, frais de transport du personnel). Selon le proviseur, M. Vincent, « la situation particulièrement excentrique de Ziguinchor justifierait un crédit plus élevé »¹⁹.

Des problèmes matériels récurrents sont ainsi dénoncés par les proviseurs qui se succèdent à la tête du lycée. Les effectifs dans les classes sont pléthoriques : le nombre d'élèves par classe (40) en Casamance est largement au-dessus de la moyenne nationale (31) en 1977/78. En outre, le nombre de salle de classes est largement insuffisant. Le proviseur M. M. F. Dia signale au gouverneur de la région que « le lycée ne dispose que d'une salle de travaux pratiques pour les manipulations et exercices pratiques en sciences physiques et en sciences naturelles, soit pour environ 130 heures d'utilisation. Il est bien évident que de nombreuses classes sont privées de ces séances dont le caractère pédagogique est très largement démontré »²⁰. Dans une lettre au MEN, M. Sow « fait parvenir ses propositions pour l'extension du lycée Djinabo qui, cette année encore, connaît un déficit notoire en salles de cours »²¹ : pour 64 classes, il n'y a que 56 salles. Pour remédier à cette pénurie de salles de classe, le foyer scolaire, le réfectoire, et parfois même les bureaux de l'intendance, de la surveillance générale²² et un garage²³ sont utilisés. Il manque également une salle spécialisée pour l'utilisation des méthodes du Centre de linguistique appliqué de Dakar, en vigueur pour l'étude du latin et de l'anglais, et qui nécessite un équipement audio et vidéo d'une part, et un aménagement spécifique d'autre part. On peut dès lors s'interroger sur la nécessité de l'emploi de ces méthodes au coût élevé et qui ne peuvent être assumées par le lycée. Enfin les équipements sportifs et sanitaires sont insuffisants : manque et mauvais agencement des terrains de sport²⁴, manque de douches, de toilettes, matelas des dortoirs de l'internat inchangés depuis sa création en 1957.

¹⁹ Lettre du proviseur J. Vincent au ministre de l'Éducation nationale dans un rapport de rentrée pour l'année 1970/71.

²⁰ Archives du Lycée Djinabo (ALD), Lettre du 28 mars 1975.

²¹ ALD, Lettre de M. Sow au ministère de l'Éducation nationale, décembre 1977.

²² ALD, Rapport de rentrée 1970/71.

²³ ALD, Lettre du 4 février 1975.

²⁴ Les terrains de sport se trouvent au milieu du lycée.

L'insalubrité et le délabrement des locaux, qui n'ont pas ou peu été renouvelés depuis l'ouverture du lycée, sont en effet souvent évoqués dans les rapports de rentrée des proviseurs du lycée et leur état peut même parfois s'avérer dangereux pour la sécurité des élèves :

« Dans le dortoir, qui a été construit en 1957 pour le cours normal dont l'effectif était réduit, les lits sont vieux et plus ou moins utilisables, et les locaux surpeuplés sont sombres, peu aérés, et infestés d'insectes²⁵. De nombreuses réparations sont à entreprendre et les moyens sont insuffisants : il y a lieu de reprendre toute la boiserie, l'installation électrique, la plomberie, et tous les plafonnages »²⁶.

Dans un rapport mensuel d'activités datant du 9 novembre 1977, le proviseur signale que « les questions le plus souvent soulevées par les professeurs [...] ont été d'ordre matériel : manque voire inexistence de manuels, de cartes, de diapositives, produits chimiques, matériel de laboratoire ». Cette situation porte largement préjudice aux élèves qui n'ont parfois pas de livres pour réviser leurs examens. Au mois de mars 1973, « les élèves de la classe de 3^e ont un besoin urgent de manuels d'anglais pour présenter leurs textes au BEPC »²⁷.

Outre l'insuffisance en moyens matériels, le manque de personnel administratif et enseignant pose problème. Les surveillants du lycée sont généralement en sous-effectifs et « les effectifs [d'élèves] de plus en plus pléthoriques ne peuvent être entièrement pris en charge par les personnels de surveillance dont disposent les établissements scolaires »²⁸ : seuls 15 maîtres d'externat surveillent 2 500 élèves²⁹. Or la configuration spatiale du lycée rend nécessaire un recrutement massif de surveillants car « la dispersion des bâtiments scolaires [...] rend la surveillance très difficile, plus difficile que dans les autres établissements où les étages constituent des blocs plus aisés à contrôler »³⁰. Les élèves sont donc mal encadrés. La gestion du personnel enseignant pose également des difficultés : les postes de professeurs au lycée Djinabo, du fait de son éloignement de la capitale, ne sont pas très prisés. C. Roche, alors proviseur, souligne en outre leur difficulté à trouver un logement et demande au préfet de « dresser une liste des propriétaires susceptibles de louer des appartements [...] car tout nouveau professeur qui

²⁵ ALD, Lettre au MEN, 2 novembre 1972.

²⁶ ALD, Lettre au MEN, 11 janvier 1979.

²⁷ ALD, Lettre au MEN, 7 mars 1973.

²⁸ A. SYLLA, *L'école future pour qui ? Crise scolaire et réforme au Sénégal*, Dakar, ENDA, série études et recherches, n°108, 1987, p. 32.

²⁹ ALD, Lettre de Dia au MEN, 1^{er} février 1975.

³⁰ ALD, Lettre du 29 août 1972.

arrive en Casamance est parfois dépaycé, et se heurte à la difficulté de trouver un logement »³¹.

Certains professeurs ne rejoignent d'ailleurs pas leurs postes : dans un rapport de rentrée pour l'année scolaire 1971/72, on apprend que sur 67 postes existants, seuls 59 sont pourvus. Des professeurs ne parviennent pas non plus à s'habituer au climat et aux mœurs régionales et désaffectent leur poste en cours d'année ou sont régulièrement absents. La situation s'avère parfois catastrophique, certaines classes n'ont parfois pas de professeur dans une matière voire plusieurs : une classe de 6^e « n'a plus que 9 heures d'enseignement – et le proviseur en est réduit à assurer à cette classe deux heures de cours »³².

L'entretien des élèves internes et externes représente une lourde charge pour le lycée Djinabo étant donné que la plupart des élèves sont boursiers. Les élèves internes, admis sur critères de mérite et sociaux, bien qu'ils soient peu nombreux, représentent un coût énorme, car il est nécessaire de leur fournir des vêtements, du matériel scolaire et de la nourriture, et le personnel qui est à leur service est nombreux : lingères, cuisiniers personnel d'entretien, etc.

Dans une lettre, C. Roche³³ signale que « c'est la première fois dans l'histoire du lycée que 175 internes coûtent près de $\frac{3}{4}$ du budget de l'établissement – et – vu l'inflation et la hausse des prix, il faut s'attendre à ce que ce chiffre soit dépassé. Si nous voulons que le lycée fonctionne normalement, il faut envisager une réduction du nombre des internes ». En outre, les élèves externes, boursiers pour la plupart, suscitent également dans une moindre mesure une dépense matérielle car l'établissement doit leur fournir le matériel scolaire nécessaire.

Les différents problèmes liés aux bourses sont, d'une part, le fait que sur « recommandation » un fils de gouverneur ou un élève qui n'en n'aurait pas nécessairement besoin peuvent bénéficier d'une bourse³⁴ et d'autre part – et ceci touche une large majorité d'élèves – les bourses arrivent le plus souvent en retard et les familles n'ont pas toujours la possibilité d'assurer la suppléance.

La situation matérielle et financière du lycée de Ziguinchor, seul lycée à cycle complet pour l'ensemble de la Casamance, lui permet donc difficilement d'assurer sa mission de formation des élèves. Néanmoins, elle est loin d'être isolée et la plupart des établissements secondaires du Sénégal, y compris Dakar³⁵, se trouvent dans une situation similaire. C'est dans ce

³¹ ALD, Lettre du 1^{er} décembre 1972.

³² ALD, Lettre de Dia, 19 avril 1975.

³³ ALD, Lettre au MEN, 21 juin 1974.

³⁴ FLIS-ZONABEND, *Lycéens de Dakar*, Paris, Maspéro, Paris, p. 57.

³⁵ Flis-Zonabend F, *Lycéens de Dakar*, Maspéro, Paris, 1978, 213p.

contexte général que naissent des contestations d'ordre scolaire d'abord puis plus politique.

La montée des contestations jusqu'au paroxysme : la grève de janvier 1980

Depuis 1968, les grèves scolaires sont quasi-annuelles au Sénégal, s'étendant de l'université de Dakar aux lycées dans les régions : élèves, étudiants et enseignants dénoncent les dysfonctionnements d'un système qui peine à s'adapter aux changements politiques et socio-économiques. Ils s'inscrivent de plus dans un contexte de crise politique et de contestation d'un régime inféodé à l'ancienne puissance coloniale et d'une élite qui monopolise le pouvoir³⁶. Dans l'enseignement, la distorsion entre l'idéologie du pouvoir, qui revendique l'africanisation du système scolaire, et le financement du système éducatif, qui est assuré majoritairement par la France est largement mis en cause par les acteurs de l'école, tant enseignants qu'étudiants.

Dans un premier temps, les grèves étudiantes et lycéennes sont perçues par le pouvoir « comme le produit d'influences extérieures néfastes » (argument dont le pouvoir usa de manière continue « comme épouvantail »³⁷) ou comme « signe d'immaturité psychologique »³⁸. Les élèves de l'enseignement secondaire étaient en outre soupçonnés d'être influencés par les étudiants et parfois par leurs professeurs, de vouloir prolonger leurs vacances ou repousser les compositions du 1^{er} trimestre (ou plus récemment pour regarder à la télévision les championnats internationaux de football !). Or, à la fin des années 1960 et au début des années 1970, ces élèves étaient en effet peu politisés. De nouvelles sociabilités de jeunes se sont néanmoins créées au sein des internats et ont pu favoriser l'émergence d'une culture politique commune comme en témoigne Nouah Cissé, actuel proviseur du lycée de Ziguinchor et ancien interne :

« J'ai beaucoup vécu dans le cercle des internes... l'internat, c'était franchement une vie à part, il offrait une possibilité de développer des activités para et péri-scolaires, sportives, culturelles, ludiques par l'intermédiaire du foyer scolaire »³⁹.

³⁶ I. THIOUB, « Le mouvement étudiant de Dakar et la vie politique sénégalaise : la marche vers la crise de mai-juin 1968 », in H. D'ALMEIDA TOPOR, C. COQUERY-VIDROVITCH, O. GOERG et F. GUITART, (éd.), *Les jeunes en Afrique. La politique et la ville*, tome 2, Paris, L'Harmattan, 1992, p. 268-281.

³⁷ THIOUB, *art. cit.*

³⁸ BIANCHINI, *op. cit.*

³⁹ Entretien avec Nouah Cissé, Ziguinchor, mars 2002.

Les mouvements de grève dans l'enseignement secondaire étaient tout de même généralement impulsés par des étudiants de Dakar. En 1968, selon Zucarelli, « pour donner de l'ampleur à leur action, des petits groupes se répandent dans les lycées et collèges de la capitale, voire dans les écoles primaires pour faire cesser le fonctionnement régulier de ces établissements »⁴⁰.

Lorsque les mouvements de grèves partent des collèges ou des lycées, en Casamance comme ailleurs, les revendications des élèves sont avant tout d'ordre matériel. Selon Oumar Diop, surveillant général du lycée de Ziguinchor à partir de 1970, « les revendications portent en général sur la restauration, sinon la situation de l'établissement : insuffisance des enseignants, pléthore d'élèves, situation des toilettes... les grèves sont fréquentes mais pas chaque année... les périodes plus propices se situent entre la rentrée scolaire et les compositions du 1^{er} trimestre... À ce moment là, il suffit de rien, les toilettes sont bouchées... »⁴¹. La grève des élèves du lycée Djinabo de Ziguinchor, qui démarra en décembre 1979, ne fit pas au départ exception. Face à l'intransigeance de l'administration scolaire, la crise s'est aggravée et a progressivement glissé sur un terrain plus politique.

La grève de 1979/80 du lycée Djinabo est sans doute, par son ampleur et par la violence engendrée, une des plus impressionnantes grèves scolaires du Sénégal ; elle a d'ailleurs laissé un souvenir assez vif dans la mémoire des populations de Casamance. Le 20 décembre 1979, les élèves du lycée déclenchèrent une grève : ils réclamaient à l'administration une nourriture de meilleure qualité à l'internat, des médicaments pour l'infirmerie, des douches et des toilettes mieux entretenues et plus propres, l'électrification des salles de classes afin de pouvoir travailler le soir, plus de locaux, etc. Devant l'impossibilité de négocier avec M. Sow, le proviseur du lycée, qui refusa de les recevoir, soutenus par leurs parents également éconduits, les élèves demandèrent son départ. La personnalité de M. Sow explique en partie la cristallisation des positions. Selon les témoignages assez unanimes des professeurs et des élèves⁴², M. Sow était intolérant et autoritaire : « [...] il n'avait pas le sens des relations humaines [...] on avait une mauvaise image : type arrogant, dictateur [...] il s'est fait une mauvaise réputation en ville [...] »⁴³. Les élèves, leurs professeurs et leurs parents s'unirent donc pour demander son départ du lycée, mais le refus des autorités locales a transformé les manifestations pacifiques en émeutes. Le dialogue était ainsi rompu.

⁴⁰ J.-F. ZUCARELLI, *La vie politique sénégalaise (1940-1988)*, Périgueux, publication du CHEAM, tome 2, 1988, p. 117.

⁴¹ Entretien avec Oumar Diop, Ziguinchor, mars 2002.

⁴² Entretiens de l'auteure réalisés à Ziguinchor, mars 2002.

⁴³ Entretien avec M. Mingou, professeur d'histoire-géographie au lycée Djinabo, Ziguinchor, mars 2002.

Le lendemain, 21 décembre 1979, des élèves « [mirent] à sac le logement du proviseur », ainsi que celui de M. Sy, le maire de la ville, qui « verra à son tour son domicile incendié pour avoir conseillé le dialogue aux parents d'élèves et aux élèves grévistes »⁴⁴. Lors des vacances scolaires de fin d'année, le calme revint, pour une courte période cependant car dès la rentrée des classes, le 2 janvier 1980, les hostilités reprurent. La police encerclait le lycée et malgré la pression, les élèves décidèrent de continuer leur grève. Quelques uns des leaders du mouvement furent arrêtés et emprisonnés mais ces coups portés au mouvement eurent l'effet inverse de celui recherché : la grève s'étendit à l'ensemble des établissements scolaires de la ville le 4 janvier 1980. Les lycéens sont très rapidement également soutenus par leurs professeurs, leurs parents, et la population de Ziguinchor.

La grève scolaire prit dès lors une ampleur considérable et un tour politique : les élèves assiégèrent la ville et maintinrent l'armée et la police hors de Ziguinchor. Des pneus, des voitures furent brûlés, des arbres renversés en travers de la route... Ce déchaînement de violence fut déclenché par l'enlèvement et le lynchage de trois professeurs affiliés au syndicat unique des enseignants du Sénégal et un de leur ami de l'Office national de coopération et d'assistance au développement le 6 janvier par « les comités d'action du Parti Socialiste de la ville » car « les autorités soupçonnaient en effet les professeurs (...) d'avoir poussé les élèves à aller en grève »⁴⁵. Dans *Le Soleil* du 17 janvier 1980, organe du pouvoir qui tarda à relater les événements, l'accusation était à peine voilée :

« Les professeurs subissent fortement l'emprise politique du Syndicat Unique Des Enseignants du Sénégal [...] La tentation était grande, pour avoir raison de M. Sow, de constituer la masse de manœuvre que constituent les lycéens de Djinabo[...]ceux-ci ne se feront pas prier pour manipuler les petits ».

Pour le journal, ce sont des « contre-manifestants qui sont responsables de cet enlèvement ».

Le mécontentement de la population ziguinchoroise s'accrut de jour en jour face à la surdité et à l'arrogance des autorités de la ville. Lors d'un défilé organisé par les élèves, le 11 janvier 1980, un élève de 5^e, Idrissa Sagna⁴⁶, fut tué par un policier. En représailles, la foule ravagea les villas du député-maire, du proviseur et de quatre policiers – dont celui qui avait tiré sur le jeune homme –, saccagea les boutiques et incendia l'hôtel Diola qui symbolisait pour la population la « présence étrangère » selon Karimu

⁴⁴ *Le Soleil*, 21 décembre 1979.

⁴⁵ FAYE, *op. cit.*, p. 198.

⁴⁶ Sa mort est commémorée chaque année au lycée Djinabo.

Sané⁴⁷. Gendarmes, policiers, militaires venus de tous le Sénégal vinrent renforcer les effectifs sur place à Ziguinchor. La crise atteignit à ce moment son paroxysme et devint une « guérilla urbaine »⁴⁸. Le mouvement s'organisait désormais depuis Diabir, dans la forêt, en périphérie de la ville, où se réunissaient d'anciens militaires, futurs cadres du mouvement indépendantiste et les leaders des élèves.

Les autorités ne parvenant pas à arrêter cette spirale de la violence firent appel aux chefs « traditionnels » : le marabout Cheikh Sountou Badji et l'ancien chef de canton Bourama Badji, dont les interventions furent sans effet. Ce sont les femmes qui parvinrent à s'imposer et ainsi à résoudre le conflit : elles défilèrent nues dans Ziguinchor « en se dirigeant vers la gouvernance [...] armées de leurs calebasses et petits balais lançant en tout sens des malédictions aux ennemis de leurs fils »⁴⁹. Le 12 janvier 1980, l'ensemble de leurs revendications furent satisfaites : mutation du proviseur, libération des grévistes et réfection du lycée⁵⁰.

Mais à peine la grève est-elle terminée à Ziguinchor, que les étudiants et élèves du secondaire, et même des écoles primaires, de Casamance puis de l'ensemble du Sénégal débutèrent une grève par solidarité avec les élèves de Ziguinchor, et « ont trois semaines durant, tenté de penser l'école sénégalaise »⁵¹. Jean-Baptiste Coly, élève d'origine casamançaise au lycée Faidherbe pendant la grève, aidé par ses camarades qui se sont cotisés, est ainsi parti clandestinement à Ziguinchor pour se tenir au courant des événements et a aidé les élèves du lycée Djinabo à confectionner leurs tracts. Quant aux étudiants, ils affirmèrent « leur soutien sans réserves à la juste lutte des élèves, enseignants, et parents d'élèves de Ziguinchor »⁵². Les cours reprirent le 21 janvier au lycée Djinabo après plus d'un mois de grève, un mort, de nombreux blessés et de jeunes arrêtés.

Enjeux politiques et scolaires de la grève de 1980

La grève de 1980 est analysée comme un des prémices du conflit casamançais : soit parce qu'elle est révélatrice de « l'unification et de la politisation des acteurs de la société civile »⁵³ ou parce qu'elle apporte une

⁴⁷ Karimu SANE, *Jeunesse insurgée, La Grande Insurrection*, Casamance janvier 1980, Dakar, 1982, document non publié (remis par P Bianchini), p. 25.

⁴⁸ FOUCHER, art. cit.

⁴⁹ O. JOURNET, « Demain les femmes ? », in F. BARBIER-WIESSER, (dir.), *Comprendre la Casamance, chronique d'une intégration contrastée*, Paris, Karthala, 1994, p. 337-351.

⁵⁰ SANE, op. cit., p. 39.

⁵¹ M. DIOUF & M.C. DIOP, *Le Sénégal sous Abdou Diouf*, Paris, Karthala, 1990, p. 81-82.

⁵² Tract du 16 janvier 1980.

⁵³ AWENENGO, op. cit., p. 361.

« culture de la contestation »⁵⁴ qui animera le mouvement indépendantiste. Selon V. Foucher, cette grève a posé « les bases d'une façon relativement nouvelle de revendiquer en Basse-Casamance, par l'organisation de manifestations de masse, selon deux modalités : les manifestations violentes des élèves "modernes" et celles, pacifiques et formulées dans un langage de la tradition, des femmes des *Usana* »⁵⁵. Cependant, ces analyses déconnectent la situation casamançaise de son contexte politique et scolaire sénégalais. Cette grève scolaire s'inscrit dans la lignée des mouvements qui l'ont précédé dans l'ensemble du Sénégal et plus particulièrement à l'Université de Dakar depuis mai 1968. Les mouvements lycéens et étudiantins auxquels se sont associées, en 1968 pour le Sénégal et en 1980 pour la Casamance, d'autres forces sociales (ouvriers, cultivateurs, associations de femmes, etc.) remettent avant tout en cause l'ensemble du système politique sénégalais, centralisé, corrompu, élitiste et sa gestion néocoloniale.

La grève du lycée Djinabo s'inscrit indéniablement dans un contexte politique casamançais spécifique. Le débat, qui concernait d'abord des revendications matérielles, s'est déplacé et les grévistes dénoncèrent les inégalités scolaires puis politiques entre le Nord et le Sud. L'incapacité des autorités à résoudre le conflit a en fait ravivé le sentiment des populations d'être des sénégalais à part ou des casamançais à part entière. La grève de 1980 révéla des tensions politiques, économiques et sociales sous-jacentes et fut l'occasion d'exprimer un mécontentement à l'encontre des autorités qui ne semblent pas prendre en compte les doléances des Casamançais. Elle fait apparaître la problématique Nord/Sud au grand jour en faisant « ressurgir toutes les frustrations contenues depuis les années soixante-dix »⁵⁶. La grève de 1980 peut être ainsi analysée comme une première étape dans l'organisation du mouvement indépendantiste casamançais : des lycéens qui ont participé à la grève de 1980 et aux marches de commémoration d'Idrissa Sagna les années suivantes, ont rejoint le maquis lors du déclenchement des hostilités en décembre 1982. Selon O. Faye, « le séparatisme casamançais résulterait de la rencontre entre des animateurs du mouvement scolaire de 1980 et des sous-officiers et soldats retraités ou libérés »⁵⁷. L'abbé Diamacoune quant à lui, professeur au lycée St Charles Luanga, futur leader Mouvement des forces démocratiques de la Casamance (MFDC), assure n'avoir eu aucun rôle politique dans ces événements alors que la presse l'accuse d'avoir « rassemblé les jeunes mécontents pour recréer le

⁵⁴ FOUCHER, *art. cit.*

⁵⁵ *Id.*

⁵⁶ D. DARBON, « Le culturalisme bas-casamançais », *Politique africaine*, juin 1984, p. 125.

⁵⁷ FAYE, *op. cit.*, p. 197.

MFDC »⁵⁸. Pour V. Foucher, la rébellion casamançaise mérite avant tout d'être appréhendée à l'aune de l'histoire scolaire de la région, région la plus scolarisée du Sénégal depuis la fin des années trente et surtout après 1945 : la « *Lumpen-élite* », « pèlerins déçus de l'État sénégalais », composée par les « instituteurs, enseignants, prêtres éducateurs et agents locaux de développement », constitue la base sociale du MFDC.

Mais surtout, et c'est sans doute pour cela qu'elle s'est répandue dans le reste du pays, la grève de 1980 est révélatrice d'une rupture entre l'administration scolaire et les autorités politiques d'un côté et de l'autre côté les « usagers » de l'école, étudiants, élèves, parents et les enseignants, dont l'organisation syndicale connaît un renouveau depuis la création du Syndicat unique et démocratique des enseignants du Sénégal (SUDES) fondé en 1976⁵⁹. Du 24 au 30 juillet 1978, le SUDES a organisé des « états généraux de l'éducation » au cours desquels les syndiqués se sont accordés sur les réformes du système éducatif à mettre en œuvre en priorité : scolarisation universelle, rééquilibrage des disparités géographiques, revalorisation de la fonction enseignante... Des campagnes de sensibilisation des populations ont ensuite été organisées à travers tout le pays. Le gouvernement et les « hommes de main » du Parti socialiste tentèrent bien de les intimider parfois brutalement comme ce fut le cas lorsque des enseignants du SUDES furent enlevés et lynchés en janvier 1980 lors de la grève du lycée Djinabo. Ils ne parvinrent cependant pas à annihiler cette force syndicale soutenue par le mécontentement croissant de la population. Face au refus du gouvernement de dialoguer, le SUDES organisa une grève, le 13 mai 1980, suivie par près de 70 % des enseignants auxquels se sont joints élèves et étudiants. La critique face à l'incapacité des pouvoirs publics à résoudre ces problèmes est de plus en plus virulente à la fin des années 1970 et au début des années 1980. En fait, l'inadéquation entre la formation scolaire et le marché de l'emploi, conséquence de la politique éducative de l'État très largement marquée par son ascendance coloniale et la restriction de ses moyens, provoqua, dans un contexte de crise politique et économique, une rupture du « pacte social » entre l'État et les populations. En Casamance, où l'école fut massivement choisie comme un moyen de promotion sociale plus qu'ailleurs, la véhémence et la radicalité de la réaction témoignent d'autant plus de la brutalité de cette rupture.

⁵⁸ Pape DIOP, *L'info*, n° 63, 23 décembre 1998. L'abbé Diamacoune avait créé en 1968 un centre d'accueil pour enfants orphelins ou ceux dont les parents ne pouvaient pas s'occuper. En 1980, il y avait une cinquantaine de garçons et de filles dans tous les établissements de la ville dont quelques-uns au lycée Djinabo.

⁵⁹ A. SYLLA, « De la grève à la réforme, luttes enseignantes et crises sociale », *Politique africaine*, n°8, 1982, pp61-73.

Conclusion

Au lendemain de l'indépendance du Sénégal, l'accroissement des effectifs scolaires, dans l'enseignement primaire puis mécaniquement dans l'enseignement secondaire n'a pas été accompagné par des réformes structurelles du système éducatif pourtant indispensables. L'État n'a ainsi pas pu faire face au coût énorme que ce secteur représentait d'où les conditions déplorables d'études pour les élèves en Casamance comme dans l'ensemble du Sénégal. Or, les jeunes lycéens de Ziguinchor, désireux que leur investissement scolaire se transforme en capital social et économique, fiers du statut social que leur confère leur statut d'élève, ont démontré, comme leurs grands frères et leurs grandes sœurs de l'Université de Dakar, leur capacité à dénoncer la mauvaise gestion étatique de l'école et à contester l'ordre politique et social établi. Les grèves scolaires scellent la rupture du contrat entre l'État et la société : l'école ne joue plus son rôle d'ascenseur social. En Casamance plus qu'ailleurs cependant, ces dysfonctionnements sont d'autant plus mal vécus que l'école est, pour les populations, un moyen particulièrement important de promotion sociale. La scolarisation, « en tant que question sociale et politique »⁶⁰, a ainsi indéniablement joué un rôle dans la naissance du conflit casamançais comme dans d'autres conflits en Afrique.

Bibliographie

Awenengo Dalberto S., *Les Joola, la Casamance et l'Etat (1890-2004) : l'identisation joola au Sénégal*, thèse de doctorat d'Histoire, Université Paris VII, 2005, 1070p.

F.-J. AZOH, E. LANOUE, Th. TCHOMBE, *Education, violences, conflits et perspectives de paix en Afrique subsaharienne*, Paris, Karthala, 2009

P. BIANCHINI, *Crises de la scolarisation, mouvements sociaux et réformes des systèmes d'enseignement en Afrique noire : le cas du Sénégal et du Burkina Faso*, Thèse de 3^e cycle de sociologie, Université PARIS VII, 1997, 2 tomes.

V. CAMPION-VINCENT, « Système d'enseignement et mobilité sociale au Sénégal », *Revue française de sociologie*, XI, 1970, p. 164-178.

⁶⁰ Pour plus d'informations sur les liens entre éducation et conflits en Afrique, F.-J. AZOH, E. LANOUE, Th. TCHOMBE, *Education, violences, conflits et perspectives de paix en Afrique subsaharienne*, Paris, Karthala, 2009.

G. CLIVER, « We must infiltrate the Tsotsis' : School Politics and Youth Gangas in Soweto », *Journal of Southern African Studies*, vol. 24, n° 2, juin 1998, p. 301-322

Fourcher V., « Les «évolués », la migration, l'école : pour une nouvelle interprétation de la naissance de l'identité politique casamançaise », in Diop M. C., *Le Sénégal contemporain*, Karthala, Paris, 2002, pp.375-424.

A.-M. GOGUEL, *Aux origines du mai malgache, désir d'école et compétition sociale, 1951-1972*, Paris, Karthala, 2006.

C. LABRUNE-BADIANE, *Processus de scolarisation en Casamance : rythmes et logiques (1860-1960)*, Thèse de doctorat, Université Paris VII, 2008.

K. SANE, *Jeunesse insurgée, La Grande Insurrection, Casamance janvier 1980*, Dakar, 1982, document non publié.

A. SYLLA, « De la grève à la réforme, lutttes enseignantes et crises sociale », *Politique africaine*, n° 8, 1982, pp61-73.

I. THIOUB, « Le mouvement étudiant de Dakar et la vie politique sénégalaise : la marche vers la crise de mai-juin 1968 », in H. D'ALMEIDA TOPOR, C. COQUERY-VIDROVITCH, O. GOERG et F. GUITART, (éd.), *Les jeunes en Afrique. La politique et la ville*, tome 2, Paris, L'Harmattan, 1992, p. 268-281.